

201				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° BE 0448.755.949	P.	U.	D.	A-asbl 1.1

COMPTES ANNUELS EN EUROS

DENOMINATION: **COLLECTIF STRATEGIES ALIMENTAIRES (C.S.A.)**

Forme juridique: **ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF (A.S.B.L.)**

Adresse: **BOULEVARD LEOPOLD II** N°: **184d** Boîte:

Code postal: **1080** Commune: **MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

Pays: **BELGIQUE**

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de **Bruxelles, francophone.**

Adresse Internet *: <http://www.csa-be.org>

Numéro d'entreprise BE 0448.755.949

DATE 06 / 08 / 2019 du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS approuvés par l'assemblée générale** du 08 / 09 / 2020

et relatifs à l'exercice couvrant la période du 01 / 01 / 2019 au 31 / 12 / 2019

Exercice précédent du 01 / 01 / 2018 au 31 / 12 / 2018

Les montants relatifs à l'exercice précédent **sont / ne sont pas***** identiques à ceux publiés antérieurement

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'association ou de la fondation des ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES et, le cas échéant, du représentant en Belgique de l'association étrangère

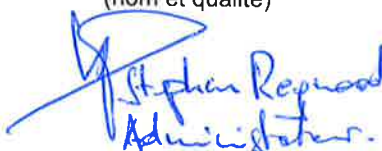
- Ndiaye Kéloutang Ken - anthropologue - rue Marie-Henriette, 34 - 1050 Ixelles - Administrateur ;
- Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA) BE 0473.907.653 – Chaussée de Namur, 47 – 5030 Gembloux
- représentée par Marianne Streel - Agricultrice - Rue du Spinoy, 3 - 5080 Rhisnes - Administrateur ;
- Regnard Stephan - employé - Place Eugène Keym, 43/8 - 1170 Watermael-Boitsfort - Administrateur ;
- Van Der Steen Daniel - Economiste - Sociologue - Bas bonlez, 4 - 1325 Chaumont-Gistoux - Administrateur ;

2C & B (B00413) BE 0471.315.080 - Place Hergé 2 boîte D28 - 7500 Tournai représenté par
Collin Emmanuel (A1888) - Réviseur d'entreprises - Chemin de la brûlotte 7 - 7063 Neufvilles - Commissaire aux comptes.

Documents joints aux présents comptes annuels:

Nombre total de pages déposées: 17 Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet : A-asbl 1.2, A-asbl 5.1.1, A-asbl 5.2.1, A-asbl 5.2.2, A-asbl 5.2.3, A-asbl 5.3, A-asbl 5.4, A-asbl 5.6

Signature
(nom et qualité)


Stephan Regnard
Administrateur

Signature
(nom et qualité)


M. STREEL
ADMINISTRATEUR

* Mention facultative.

** Par le conseil d'administration dans le cas d'une fondation / par l'organe général de direction dans le cas d'une association internationale sans but lucratif.

*** Biffer la mention inutile.

BILAN APRES REPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
ACTIFS IMMOBILISES		20/28	<u>9.474</u>	<u>10.711</u>
Frais d'établissement		20	.....	.....
Immobilisations incorporelles	5.1.1	21	.....	.....
Immobilisations corporelles	5.1.2	22/27	3.558	4.795
Terrains et constructions		22	.....	.....
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		22/91	.....	.....
Autres		22/92	.....	.....
Installations, machines et outillage		23	3.125	4.146
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		231	3.125	4.146
Autres		232	.....	.....
Mobilier et matériel roulant		24	433	649
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		241	433	649
Autres		242	.....	.....
Location-financement et droits similaires		25	.....	.....
Autres immobilisations corporelles		26	.....	.....
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		261	.....	.....
Autres		262	.....	.....
Immobilisations en cours et acomptes versés		27	.....	.....
Immobilisations financières	5.1.3/ 5.2.1	28	5.916	5.916
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>1.943.466</u>	<u>1.033.794</u>
Créances à plus d'un an		29	.....	.....
Créances commerciales		290	.....	.....
Autres créances		291	.....	.....
dont créances non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		2915	.....	.....
Stocks et commandes en cours d'exécution		3	.....	.....
Stocks		30/36	.....	.....
Commandes en cours d'exécution		37	.....	.....
Créances à un an au plus		40/41	194.963	135.322
Créances commerciales		40	132.869	31.040
Autres créances		41	62.094	104.282
dont créances non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		415	62.094	104.282
Placements de trésorerie	5.2.1	50/53	.....	.....
Valeurs disponibles		54/58	1.746.805	897.416
Comptes de régularisation		490/1	1.698	1.056
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	1.952.940	1.044.505

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
FONDS SOCIAL		10/15	<u>201.468</u>	<u>247.701</u>
Fonds de l'association ou de la fondation		10	.....	.....
Patrimoine de départ		100	.....	.....
Moyens permanents		101	.....	.....
Plus-values de réévaluation		12	.....	.....
Fonds affectés	5.3	13	35.270	35.270
Résultat positif (négatif) reporté(+)/(-)		14	166.198	212.431
Subsides en capital		15	.....	.....
PROVISIONS	5.3	16	<u>8.104</u>	<u>8.943</u>
Provisions pour risques et charges		160/5	8.104	8.943
Provisions pour subsides et legs à rembourser et pour dons avec droit de reprise		168	.....	.....
DETTES		17/49	<u>1.743.368</u>	<u>787.861</u>
Dettes à plus d'un an	5.4	17	.....	.....
Dettes financières		170/4	.....	.....
Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées		172/3	.....	.....
Autres emprunts		174/0	.....	.....
Dettes commerciales		175	.....	.....
Acomptes reçus sur commandes		176	.....	.....
Autres dettes		179	.....	.....
Productives d'intérêts		1790	.....	.....
Non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		1791	.....	.....
Cautionnements reçus en numéraire		1792	.....	.....
Dettes à un an au plus	5.4	42/48	240.566	248.830
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42	.....	.....
Dettes financières		43	.....	.....
Etablissements de crédit		430/8	.....	.....
Autres emprunts		439	.....	.....
Dettes commerciales		44	14.180	19.189
Fournisseurs		440/4	14.180	19.189
Effets à payer		441	.....	.....
Acomptes reçus sur commandes		46	.....	.....
Dettes fiscales, salariales et sociales		45	56.712	62.638
Impôts		450/3	.....	.....
Rémunérations et charges sociales		454/9	56.712	62.638
Dettes diverses		48	169.674	167.003
Obligations et coupons échus, subsides à rembourser et cautionnements reçus en numéraire		480/8	.....	.....
Autres dettes productives d'intérêts		4890	.....	.....
Autres dettes non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		4891	169.674	167.003
Comptes de régularisation		492/3	1.502.802	539.031
TOTAL DU PASSIF		10/49	1.952.940	1.044.505

COMPTE DE RESULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits et charges d'exploitation				
Marge brute d'exploitation (+)/(-)		9900	2.505.556	1.709.835
Ventes et prestations*		70/74	2.704.910	1.910.917
Chiffre d'affaires*		70	41.726	
Cotisations, dons, legs et subsides*		73	2.361.874	1.203.622
Approvisionnements, marchandises, services et biens divers*		60/61	199.354	201.082
Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-)	5.5	62	489.924	515.954
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	3.661	3.113
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		631/4	.....	.....
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)		635/8	-839	4.152
Autres charges d'exploitation		640/8	2.056.484	1.096.210
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		649	.....	.....
Résultat positif (négatif) d'exploitation (+)/(-)		9901	-43.674	90.406
Produits financiers	5.5	75	.....	.....
Charges financières	5.5	65	994	776
Résultat positif (négatif) courant (+)/(-)		9902	-44.668	89.630
Produits exceptionnels		76	42	.....
Charges exceptionnelles		66	1.607	5.278
Résultat positif (négatif) de l'exercice (+)/(-)		9904	-46.233	84.352

* Mention facultative.

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Résultat positif (négatif) à affecter (+)/(-)	9906	166.198	212.431
Résultat positif (négatif) de l'exercice à affecter (+)/(-)	9905	-46.233	84.352
Résultat positif (négatif) de l'exercice antérieur reporté (+)/(-)	14P	212.431	128.079
Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	.....	.....
Sur les fonds de l'association ou de la fondation	791	.....	.....
Sur les fonds affectés	792	.....	.....
Affectations aux fonds affectés	692	.....	.....
Résultat positif (négatif) à reporter (+)/(-)	(14)	166.198	212.431

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8199P	xxxxxxxxxxxxxxxx	99.699
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8169	2.424	
Cessions et désaffectations	8179	.....
Transferts d'une rubrique à une autre	8189	.....
	(+)/(-)	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8199	102.123	
Plus-values au terme de l'exercice	8259P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8219	.....
Acquises de tiers	8229	.....
Annulées	8239	.....
Transférées d'une rubrique à une autre	8249	.....
	(+)/(-)	
Plus-values au terme de l'exercice	8259	.....
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8329P	xxxxxxxxxxxxxxxx	94.904
Mutations de l'exercice			
Actés	8279	3.661	
Repris	8289	.....
Acquis de tiers	8299	.....
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8309	.....
Transférés d'une rubrique à une autre	8319	.....
	(+)/(-)	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8329	98.565	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(22/27)	<u>3.558</u>	
DONT			
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété	8349	3.558	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8395P	xxxxxxxxxxxxxxxx	5.916
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8365	.....
Cessions et retraits	8375	.....
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8385	.....
Autres mutations(+)/(-)	8386	.....
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8395	5.916	
Plus-values au terme de l'exercice	8455P	xxxxxxxxxxxxxxxx	.....
Mutations de l'exercice			
Actées	8415	.....
Acquises de tiers	8425	.....
Annulées	8435	.....
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8445	.....
Plus-values au terme de l'exercice	8455	.....
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8525P	xxxxxxxxxxxxxxxx	.....
Mutations de l'exercice			
Actées	8475	.....
Reprises	8485	.....
Acquises de tiers	8495	.....
Annulées à la suite de cessions et retraits	8505	.....
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8515	.....
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8525	.....
Montants non appelés au terme de l'exercice	8555P	xxxxxxxxxxxxxxxx	.....
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8545	.....
Montants non appelés au terme de l'exercice	8555	.....
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(28)	<u>5.916</u>	

RESULTATS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PERSONNEL ET FRAIS DE PERSONNEL			
Travailleurs pour lesquels l'association ou la fondation a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel			
Nombre total à la date de clôture	9086	10	10
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	9087	8,4	8,7
Nombre d'heures effectivement prestées	9088	12.873	14.399
Frais de personnel			
Rémunérations et avantages sociaux directs	620	384.321	400.217
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	69.291	71.066
Primes patronales pour assurances extralégales	622	.....	.....
Autres frais de personnel	623	36.312	44.671
Pensions de retraite et de survie	624	.....	.....
RESULTATS FINANCIERS			
Intérêts intercalaires portés à l'actif	6503	.....	.....
Montant de l'escompte à charge de l'association ou de la fondation sur la négociation de créances	653	.....	.....
Montant par solde des provisions à caractère financier constituées (utilisées ou reprises)(+)/(-)	656	.....	.....

RELATIONS AVEC LES ENTITES LIEES, LES ADMINISTRATEURS ET LES COMMISSAIRES

	Codes	Exercice
ENTITES LIEES		
.....Créances sur les entités liées	9291	
.....Garanties constituées en leur faveur	9294	
Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	9295	
LES ADMINISTRATEURS ET LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ASSOCIATION OU LA FONDATION SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTITES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES		
.....Créances sur les personnes précitées	9500	
Taux et durée des créances		
.....		
.....		
.....Garanties constituées en leur faveur	9501	
Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	9502	

Le(s) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)

MANDAT : 5.034 EUR

RAPPORTS COMPLEMENTAIRES : 2.723 EUR.

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES EFFECTUEES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ
Les transactions qui sont contractées directement ou indirectement entre l'association ou la fondation et les membres des organes de direction, de surveillance ou d'administration

Exercice
.....
.....
.....

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'association ou la fondation : 32902

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ASSOCIATION OU LA FONDATION A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP)	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP)
		(exercice)	(exercice)	(exercice)	(exercice précédent)
Nombre moyen de travailleurs	100	6,8	3,0	8,4 (ETP)	8,7 (ETP)
Nombre d'heures effectivement prestées .	101	10.882	1.991	12.873 (T)	14.399 (T)
Frais de personnel	102	416.565	73.359	489.924 (T)	515.954 (T)

A la date de clôture de l'exercice

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs	105	7	3	8,6
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	7	3	8,6
Contrat à durée déterminée	111	.....	.....	.....
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112	.....	.....	.....
Contrat de remplacement	113	.....	.....	.....
Par sexe et niveau d'études				
Hommes:	120	4		4,0
de niveau primaire	1200	.....	.....	.....
de niveau secondaire	1201	.....	.....	.....
de niveau supérieur non universitaire	1202	1	.....	1,0
de niveau universitaire	1203	3	.....	3,0
Femmes:	121	3	3	4,6
de niveau primaire	1210	.....	.....	.....
de niveau secondaire	1211	.....	.....	.....
de niveau supérieur non universitaire	1212	1	.....	1,0
de niveau universitaire	1213	2	3	3,6
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130	.....	.....	.....
Employés	134	7	3	8,6
Ouvriers	132	.....	.....	.....
Autres	133	.....	.....	.....

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTREES

Nombre de travailleurs pour lesquels l'association ou la fondation a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

SORTIES

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205	1		1,0
305	1		1,0

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	5801	.....	5811	.....
Nombre d'heures de formation suivies	5802	.....	5812	.....
Coût net pour l'association ou la fondation	5803	.....	5813	.....
dont coût brut directement lié aux formations	58031	.....	58131	.....
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032	.....	58132	.....
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033	.....	58133	.....

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés	5821	.....	5831	.....
Nombre d'heures de formation suivies	5822	.....	5832	.....
Coût net pour l'association ou la fondation	5823	.....	5833	.....

Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés	5841	.....	5851	.....
Nombre d'heures de formation suivies	5842	.....	5852	.....
Coût net pour l'association ou la fondation	5843	.....	5853	.....

REGLES D'EVALUATION**A. ACTIF****1- IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Sont valorisées à la valeur d'acquisition, tva incluse.

2- AMORTISSEMENTS

33,33% pour le matériel informatique.

3- IMMOBILISATIONS FINANCIERES

CAUTIONNEMENTS : valeur nominale.

4- CREANCES

Sont valorisées à la valeur nominale. Si le remboursement est en tout ou en partie incertain ou compromis, les créances font l'objet de réductions de valeur.

5- PLACEMENTS DE TRESORERIE

Dépôts en compte à terme auprès d'établissements de crédit (quelle que soit leur durée). Sont valorisées à la valeur nominale.

6- VALEURS DISPONIBLES

Valeur nominale

7- COMPTES DE REGULARISATION D'ACTIF

CHARGES A REPORTER : prorata de charges exposées au cours de l'exercice OU d'un exercice antérieur mais qui sont à rattacher à un ou plusieurs exercices ultérieurs.

PRODUITS ACQUIS : prorata de produits qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à un exercice écoulé.

B. PASSIF**1- FONDS AFFECTES**

Les fonds affectés à la couverture du passif social sont constitués en fonction du résultat positif de l'exercice et du montant des charges salariales.

2- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions ont pour objet de couvrir les pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant.

Les provisions doivent répondre aux critères de prudence, sincérité et bonne foi.

Les provisions nécessaires doivent être constituées indépendamment du résultat.

3- DETTES

Valorisées à la valeur nominale.

PROVISION POUR PECULES DE VACANCES : calculée d'après les prescriptions fiscales.

4- COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF

CHARGES A IMPUTER : prorata de charges qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à un exercice écoulé.

PRODUITS A REPORTER : prorata de produits perçus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur mais qui sont à rattacher à un exercice ultérieur.

C. COMPTE DE RESULTATS**1- COTISATIONS, DONNS, LEGS ET SUBSIDES :**

2- Evaluation à la valeur nominale.

3- SERVICES ET BIENS DIVERS :

4- Evaluation au prix d'achat tva comprise.

5- REMUNERATIONS ET CHARGES SOCIALES

Sont enregistrées d'après les feuilles d'appointements émanant du secrétariat social.

6- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation (Charges « projet » des partenaires) sont de 2.024.430 EUR pour cet exercice.

Événement(s) important(s) survenu(s) après la clôture de l'exercice :

Fin 2019, un nouveau virus transmissible à l'homme est apparu en Chine. La pandémie Covid-19 a touché le reste du Monde et particulièrement l'Europe au cours du premier trimestre 2020. La situation sanitaire grave a nécessité la mise en place de mesures de confinement exceptionnelles entraînant un ralentissement majeur de l'activité économique.

Dans le secteur de l'agriculture familiale aux Philippines, au Burundi, en RDC comme en Belgique, les mesures prises par les autorités nationales et locales pour lutter contre la progression de la pandémie ont directement touché le secteur en désorganisant l'accès aux marchés et aux intrants pour les producteurs et leurs coopératives, ainsi que les chaînes de valeurs. Pour les OP, les mesures de confinement mises en place, parfois de manière très stricte comme aux Philippines, ont également directement perturbé leur travail et les services rendus aux producteurs.

Dans tous les pays, des adaptations des programmes et activités en cours sont nécessaires pour s'adapter et mitiger les effets de la crise. En ce qui concerne les ajustements aux projets répondant aux besoins exprimés par les partenaires, il s'agit entre autres de pouvoir s'adapter aux mesures de confinement pour les travailleurs (télétravail, formation à distance,...) mais aussi de distanciation sociale (équipement spécifique dans les magasins, formes alternatives de commercialisation,...) et d'autres effets socio-économiques de la crise. Il est également possible que certaines activités du programme Nord, nécessitant d'importantes réunions ou des voyages internationaux, soient postposées à 2021.

Le Comité de Gestion considère toutefois que la situation n'entamera pas la capacité de l'association à poursuivre ses activités et propose le maintien du principe comptable de continuité.

En outre, les conséquences de cette pandémie et des mesures mises en place par les gouvernements, de notre pays et des pays avec lesquels nous avons des relations, n'affectent en rien les comptes arrêtés au 31/12/2019 tels que vous présentés pour approbation.

Asbl « COLLECTIF STRATEGIES ALIMENTAIRES »

**Boulevard Léopold II, 184 d
1080 BRUXELLES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES MEMBRES DE
L'ASSOCIATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de l'association « COLLECTIF STRATEGIES ALIMENTAIRES », nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale des membres du 24 juin 2019 conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale des membres statuant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de l'association « COLLECTIF STRATEGIES ALIMENTAIRES » durant sept exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de l'association, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 1.952.940 € et dont le compte de résultats se solde par un résultat négatif de l'exercice de 46.233 €.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de l'association, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Paragraphe d'observation – Crise du COVID 19

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur l'annexe des comptes annuels, qui fait état des effets potentiels des événements survenus dès le mois de février 2020 suite à la crise du COVID 19.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives aux comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre l'association en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations fournies par ce dernier les concernant ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire l'association à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité, ainsi que du respect du Code des Sociétés et des Associations et des statuts de l'association.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le respect de certaines dispositions du Code des Sociétés et des Associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Mentions relatives à l'indépendance

- Aucune mission incompatible avec le contrôle légal des comptes annuels telle que prévu par la loi, n'a été effectuée, et notre cabinet de révision, et le cas échéant, notre réseau, sommes restés indépendants vis-à-vis de l'association au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3 :65 du Code des sociétés et des Associations ont correctement été ventilés et valorisés dans l'annexe des comptes annuels..

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés et des Associations.

Fait à Tournai, le 3 août 2020



SRL 2C&B
Commissaire,

Représentée par Emmanuel COLLIN